

doute. Si, sous prétexte de rapatrier la constitution, parce que tout le monde y applaudirait, nous divisons la nation, et finissons par la détruire, je dis aux membres du parti libéral qu'ils en porteront la responsabilité. Vous êtes les assassins du pays.

C'est en riant qu'ils parlent des séparatistes. Nous n'avons plus besoin d'aller dans la province de Québec, maintenant, pour trouver des séparatistes. Nous avons un homme, un premier ministre provincial appartenant au parti libéral, qui a dit que si les choses se gâtaient, si la situation s'envenimait, il s'associerait aux États-Unis. Je veux parler de M. Thatcher, premier ministre de la Saskatchewan, et de sa dernière déclaration à Montréal. Il est allé à Montréal pour y faire des concessions aux gens à qui le gouvernement actuel refuse de dire «non» mais à qui il devrait le dire.

Bien qu'il s'agisse de ma province, j'espère que si le gouvernement de l'Alberta voulait prendre des dispositions qui seraient au détriment du pays, le gouvernement serait alors en mesure d'assumer les responsabilités qui lui incombent et de dire non à cette province. Si j'étais premier ministre de cette province et que je demandais quelque chose qui détruirait le Canada, j'espère que le gouvernement actuel refuserait. L'accusation que je porte contre vous, c'est de ne pas être des hommes d'État, mais des politiciens. Vous ne faites jamais rien qui pourrait empêcher les libéraux d'être vainqueurs; détruisons le Canada. Voilà l'accusation que je porte.

Voici: vous devriez choisir les dix personnes, hommes et femmes, les plus compétentes dans le domaine constitutionnel...

M. Moreau: L'honorable député me permettrait-il de poser une question?

M. Woolliams: Non, car je vais terminer mes observations. Je me suis déjà plaint à ce sujet. Dès que vous touchez à un point important, on désire poser des questions. On ne permet pas aux députés d'arrière-plan du parti libéral de parler en leur nom personnel et chaque fois que vous vous levez pour exprimer une opinion représentant les vues du Canada en général, on ne fait que vous interrompre, particulièrement l'honorable député d'York-Scarborough. S'il veut tenir une réunion, qu'il aille à Hull, car c'est là qu'ont lieu les réunions. Nous devrions avoir un comité, formé des femmes et des hommes les plus compétents au pays, afin d'examiner la conduite des libéraux. Laissons à un comité le soin d'étudier attentivement cette question. Ne nous précipitons pas vers une situation qui entraînera le morcellement du pays et la modification des pouvoirs garantis aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique.

Qui pourrait entraîner l'adoption de cette formule, d'après la *Free Press* de Winnipeg? Sauf erreur, l'auteur de cet article, M. Maurice Western, est l'un des plus éminents étudiants à l'Université de la Saskatchewan. Vous devriez débattre les mérites de cette solution avec M. Maurice Western. Voici ce que dit la *Free Press* de Winnipeg—je remarque que vous êtes attentifs et que vous m'écoutez; j'en suis heureux car la question est importante. Il est possible qu'une province n'accepte pas que les juges soient nommés par le gouvernement fédéral. Certains reconnaissent que ces nominations ne sont pas aussi bonnes aujourd'hui qu'elles devraient l'être. Le premier ministre Manning peut se plaindre qu'aucun créditiste ne soit juge et, en effet, il est peut-être difficile d'en trouver un seul dans cette province. Que dire alors du commerce? Allons-nous établir des barrières tarifaires autour de l'Alberta, du Québec et de l'Ontario? Si vous continuez à rogner les pouvoirs du gouvernement central, vous détruisez la nation.

Je vous dis que si vous donnez suite à ce que vous avez l'intention de faire, alors vous allez détruire la nation, et pour cela je vous accuse d'être l'assassin du Canada. Vous êtes les porteurs honoraires aux funérailles. Il y a si peu de ministres sur la première rangée qu'il y aura peu de porteurs aux funérailles.

L'hon. M. Pickersgill: Sur la première rangée, il n'y a personne du côté de l'honorable député.

M. Woolliams: Je suppose que vous avez raison. Le ministre en fait rire plusieurs par ses remarques. Je dis ceci: vous êtes responsables du gouvernement; vous êtes ceux qui devaient gouverner d'une manière responsable. Vous avez fait preuve de la pire irresponsabilité en dépeçant et en détruisant la nation.

Voyons maintenant autre chose. C'est le deuxième point que je voudrais signaler. Premièrement, vous avez fait une partie de puce économique, et ensuite vous avez tenté de détruire la constitution de la nation. Je voudrais maintenant traiter d'un sujet que tous semblent vouloir éviter.

Qu'a fait le gouvernement lorsque la reine est venue au Canada? Quelle a été son attitude? Je soutiens qu'il a mêlé la Couronne à la politique. Je ne parle pas de la reine en tant que personne mais plutôt de la Couronne, partie intégrante du Parlement. Si le premier ministre avait pu agir à sa guise, il aurait demandé à la souveraine de hisser le nouveau drapeau qui a fait l'objet d'une des plus violentes controverses au pays. Il aurait entraîné la Couronne, élément essentiel de notre régime parlementaire, dans la boue de la politique.